

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

AVENANT DU 4 JUILLET 2006
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2006
(POITOU-CHARENTES)

NOR : *ASET0650878M*
IDCC : 1596

Entre :

La CAPEB Poitou-Charentes ;
Les CAPEB départementales de Poitou-Charentes ;
La fédération française du bâtiment Poitou-Charentes ;
Les fédérations départementales du bâtiment de Poitou-Charentes ;
La fédération régionale des SCOP du BTP Poitou-Charentes,

D'une part, et

Le syndicat FO ;
La CFTC ;
La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du

bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Poitou-Charentes.

Article 2

Pour la région Poitou-Charentes, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 a (0 à 5 kilomètres)	7,80	0,57	0,54
1 b (5 à 10 kilomètres)	7,80	1,24	0,88
2 (10 à 20 kilomètres)	7,80	2,46	1,73
3 (20 à 30 kilomètres)	7,80	3,80	2,82
4 (30 à 40 kilomètres)	7,80	5,57	3,89
5 (40 à 50 kilomètres)	7,80	7,62	5,21

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} juillet 2006.

Article 4

Conformément aux articles R. 132-1 et 2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction des relations du travail (DRT) dépôts des accords collectifs à Paris (xv^e) et 1 exemplaire remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de La Rochelle.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Article 6

Il est précisé que l'ouvrier qui travaille dans la zone 1 a et qui bénéficie en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à 1 h 15 est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle. Dans le cas contraire, il convient, afin de bénéficier de l'indemnité de repas, qu'il en rapporte la preuve par tous moyens à sa disposition.

Fait à La Rochelle, le 4 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)